

# Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

## La menace d'une guerre commerciale

**Le 5 mars, l'ensemble des membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se sont réunis dans le cadre d'une séance informelle des chefs de délégation pour discuter des récents développements commerciaux avant la réunion du Conseil général du 7 mars. De manière générale, les Membres ont exprimé leurs importantes préoccupations quant au statut des négociations ainsi qu'aux récentes mesures commerciales annoncées par l'administration américaine.**

### Négociations de l'après CM11

La plupart des délégués ont réitéré leur déception face à l'absence de résultats concrets à la 11<sup>e</sup> Conférence ministérielle (CM11), qui a eu lieu à Buenos Aires, en Argentine, en décembre dernier, appelant à la flexibilité et à des approches plus créatives pour s'attaquer aux prochains enjeux. Certains ont mis en garde contre l'ensemble convenu d'initiatives plurilatérales – incluant le cybercommerce et la facilitation des investissements, qui ont tous deux attiré plus de 70 délégations – puisqu'elles risquent de diviser les Membres.

L'UE, qui souhaite s'engager activement dans l'avancée des négociations, demande à ce que les ententes plurilatérales soient négociées sur la base de la nation la plus favorisée (NPF), c'est-à-dire que tous les Membres bénéficient du résultat. Le Canada, pour sa part, était déçu des résultats sur l'agriculture et la pêche de la CM11, ajoutant que ce sont toujours d'importantes priorités pour Ottawa.

Le 1<sup>er</sup> mars, le Sénat américain a confirmé que le nouvel ambassadeur des États-Unis à l'OMC, Dennis Shea, agira à titre de représentant adjoint pour le commerce des États-Unis. Ce dernier a reconnu que les Membres ont démarré lentement, mais croit que cela est dû à leur désir d'éviter de répéter les erreurs du passé.

Concernant la voie à suivre pour les négociations après la CM11, les États-Unis ont souligné que la CM11 a ouvert une discussion sur le développement, particulièrement les pays en développement autoproclamés et la différenciation qu'il faut faire entre eux.

Quant aux subventions pour la pêche, pour lesquelles la plupart des délégations ont affirmé entrevoir un résultat multilatéral d'ici la CM12 en 2019, les États-Unis ont affirmé que les Membres travaillent dans l'obscurité en raison de l'absence d'avis.

Dans son rapport annuel publié la semaine dernière, le représentant pour le commerce des États-Unis demande aux Membres de l'OMC « d'accroître la transparence de leurs politiques et de leurs programmes en fournissant les avis obligatoires en temps opportun ». Il en va de même pour l'agriculture, les États-Unis ayant déclaré qu'il est impossible de faire avancer le travail sans obtenir de clarifications sur le commerce mondial.

« En 2018, sur le plan de l'agriculture, la priorité de l'administration à l'OMC sera de renforcer les avis et la transparence afin d'orienter les discussions au sujet des problèmes actuels du commerce agricole », a écrit le représentant pour le commerce des États-Unis dans un rapport publié la semaine dernière.

Cela étant dit, les États-Unis sont heureux que l'OMC ait pris un nouveau tournant, puisqu'ils considèrent que le Cycle de Doha est désuet. Dans son programme de politique commerciale de 2018, le représentant pour le commerce des États-Unis presse les Membres de réfléchir aux priorités suivantes pour 2018 :

1. Cibler et analyser les enjeux actuels du commerce agricole et s'entendre à leur sujet
2. Cibler les politiques commerciales agricoles déloyales auxquelles l'OMC pourrait s'attaquer, comme les tarifs élevés, les subventions ayant des

effets de distorsion des échanges et l'application de mesures non tarifaires

3. Cibler les raisons de l'échec des négociations sur l'agriculture de l'OMC dans les dernières années
4. Cibler une nouvelle approche commerciale pour régler ces problèmes à l'OMC

Le directeur général de l'OMC, Roberto Azevêdo, a encouragé les délégués à tirer des leçons de l'expérience passée et à « trouver des moyens d'accroître les niveaux de flexibilité dont ils font preuve les uns envers les autres ».

Les Membres espèrent avoir un nouveau président du groupe de négociation sur l'agriculture pour remplacer l'ambassadeur Karau, qui retourne au Kenya. Ils ont toutefois été incapables de s'entendre sur un candidat. Les fonctionnaires espèrent maintenant qu'un accord sera conclu à cet égard avant la réunion du Conseil général du 7 mars.

### Impasse concernant l'Organe d'appel

Presque tous les Membres ont exprimé des inquiétudes concernant le statut de l'Organe d'appel, pour lequel les États-Unis ont bloqué le processus de sélection des nouveaux Membres. L'Organe d'appel est actuellement formé de quatre juges et en a besoin d'au moins trois pour opérer. Le prochain Membre à se retirer le fera en septembre et un an plus tard, l'Organe se retrouvera avec un seul juge, a affirmé un représentant officiel.

L'UE a indiqué qu'il est extrêmement important que les Membres règlent cet enjeu. Si les délégués ne sont même pas en train de négocier, c'est en raison d'un blocage tactique par un Membre (c.-à-d. les États-Unis), a souligné l'UE. Le Mexique espère que la question sera réglée à la mini réunion ministérielle des 19 et 20 mars à Delhi, en Inde, afin d'éviter ce qu'il a appelé « la loi de la jungle ».

M. Azevêdo, qui a discuté avec les Membres de différentes options pour parvenir à une solution sur l'impasse concernant l'Organe d'appel, a exhorté les Membres à s'employer activement à formuler des solutions et à en débattre pour remédier à cette situation qu'il a qualifiée de « préoccupation extrêmement sérieuse et urgente pour tous », dans la mesure où la fonction de règlement des différends sous-tend tout le système commercial, a déclaré le directeur général.

### Section 232

Onze pays – l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, l'UE, l'Inde, le Japon, la Corée, le Mexique, la Norvège et le Vénézuéla – se sont dits extrêmement préoccupés par le protectionnisme croissant des États-Unis et leur décision d'imposer des tarifs sur l'acier et l'aluminium. L'Australie critique l'action unilatérale des États-Unis – qui ne peut que nuire au SCM, a-t-elle indiqué. Trois pays en particulier – le Canada, la Chine et l'UE – ont mis en garde contre l'impact que cette mesure pourrait générer, énonçant des conséquences graves.

Le Canada s'est dit fortement préoccupé par les mesures prises par les États-Unis sur la base de la sécurité nationale, ajoutant que le premier ministre Justin Trudeau et la ministre des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, ont tous deux manifesté leur inquiétude face à ce qui est perçu comme une attaque inacceptable contre les industries de l'acier et de l'aluminium au Canada.

L'UE a qualifié le geste des États-Unis d'illégitime, ajoutant que de prendre une telle mesure sur la base de la sécurité nationale pourrait déclencher un processus qui ne sera dans l'intérêt de personne. « Nous pouvons sentir la fumée d'une guerre commerciale », a affirmé la Chine, ajoutant que seul l'Organe de règlement des différends (ORD) pourrait éviter de terribles représailles. Si l'ORD n'est pas opérationnel, tous les domaines des négociations s'en trouveront affectés, a souligné la Chine.

« Au vu des récentes annonces concernant des mesures de politique commerciale, il est clair que nous sommes maintenant confrontés à un risque bien plus élevé et réel de déclencher une escalade des obstacles au commerce partout dans le monde », a déclaré M. Azevêdo.

« Nous ne pouvons ignorer ce risque et j'invite instamment toutes les parties à considérer la situation et à y réfléchir très attentivement. Une fois que nous nous serons engagés sur cette voie, il sera très difficile de revenir en arrière. Nous serons tous perdants à vouloir appliquer la loi du talion et le monde se retrouvera en profonde récession. Nous devons tout faire pour éviter la chute des premiers dominos », a-t-il ajouté, rappelant aux délégués qu'il est encore temps de renverser la situation.

Les États-Unis n'ont pas réagi aux préoccupations exprimées par les Membres.

**Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.**

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : [producteurslaitiers.ca](http://producteurslaitiers.ca), [producteursdepoulet.ca](http://producteursdepoulet.ca), [producteursdoeufs.ca](http://producteursdoeufs.ca), [leseleveursdedindonducanada.ca](http://leseleveursdedindonducanada.ca), [chep-poic.ca](http://chep-poic.ca).

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

